



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gestion

Question au Gouvernement n° 1615

Texte de la question

PROFITS DES BANQUES

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Brard, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, les Français vont de plus en plus mal. Ils sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants.

M. Patrick Roy. Eh oui !

M. Jean-Pierre Brard. Les fins de mois sont impossibles. Pour d'autres, au contraire, cela va très bien : pour les grands patrons, les banquiers, les copains de table de Nicolas Sarkozy au Fouquet's, pas de souci !

Regardez, monsieur le Premier ministre, ce très intéressant graphique que je tiens à la main. Vous voyez là le cours de l'action de la Société générale au mois de mars : un peu plus de vingt euros. Grâce au soutien des finances publiques, nous arrivons à plus de cinquante euros au mois de septembre. C'est la courbe des privilégiés.

Ici, vous avez la courbe noire du chômage, qui tous les mois s'aggrave. D'un côté, ceux qui s'enrichissent de la misère et, de l'autre, ceux qui travaillent ou voudraient le faire, et que vous réduisez à la pauvreté, quand ce n'est pas à la misère.

Les privilégiés pressent le citron : vingt-cinq suicides à France Télécom, des suicides chez Renault, chez PSA, et dans bien d'autres compagnies. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Pendant ce temps-là, les actionnaires se frottent les mains. Les Français doivent savoir que c'est en vies humaines, aujourd'hui, que l'on paye des dividendes ! (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le Premier ministre, allez-vous enfin réagir ? Allez-vous accepter l'amendement de la commission des finances qui prévoit pour 2010 de prélever 10 % des bénéfices des banquiers ? Ou bien allez-vous continuer de protéger les dividendes des privilégiés et des actionnaires sans âme ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Monsieur Brard, ne dressons pas les uns contre les autres. (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Ce que nous avons

essayé de faire avec notre politique économique, c'est tout simplement de répondre dans l'urgence à des circonstances exceptionnelles. Sous l'autorité du Premier ministre, François Fillon, la France fait, avec l'Allemagne, mieux que l'ensemble des pays de la zone euro : actuellement, deux fois mieux que la moyenne de la zone.

Vous agitez les banques comme un chiffon rouge. Les banques, ce sont aujourd'hui un million de salariés français qui font de leur mieux pour que l'argent circule dans l'économie française. C'est indispensable. Il faut qu'elles financent les entreprises, les ménages, les collectivités locales.

M. Jean-Pierre Brard. Les chômeurs !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Nous y sommes tous attachés. C'est ce que nous leur avons demandé de faire, et elles le font actuellement deux fois mieux que l'ensemble des banques de la zone euro. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Ce n'est pas tout.

M. Jean-Pierre Brard. Les chômeurs !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Il faut bien entendu que la sécurité des transactions ainsi que celle des déposants et des épargnants soient assurées. Pour ce faire, en application des dispositions du communiqué du G20 ainsi que des décisions que vous serez amenés à prendre, mesdames et messieurs les députés, sur la révision des autorités de contrôle, nous allons mettre en place de nouvelles autorités.

À cette fin, nous aurons besoin de moyens complémentaires, et nous demanderons aux banques qu'elles financent les moyens nécessaires à la mise en place de cette supervision.

C'est pourquoi je proposerai une taxe particulière pour permettre le financement des autorités de supervision. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Christian Eckert. Une taxe dérisoire !

M. Jean-Pierre Brard. Les chômeurs, madame la ministre !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Ce sont ainsi les banques, je le répète, qui financeront la supervision nécessaire pour assurer la sécurité des déposants et des épargnants, afin d'éviter la résurgence d'une autre crise financière extrêmement dommageable à l'ensemble des économies. Sachez que nous sommes déterminés à cet effet. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Brard](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (7^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1615

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 octobre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 octobre 2009